

## Arménie et Haut-Karabakh : intervenir ?



Le 10 novembre 2020, un accord de cessez-le-feu a été signé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Les deux pays étaient en conflit depuis septembre 2020, combattant pour la protection (pour Erevan) et le contrôle (pour Bakou) de la région du Haut-Karabakh, en Azerbaïdjan. La population de cette région étant majoritairement composée d'Arméniens, elle a déclaré son indépendance après la chute du bloc soviétique en 1991, mais cette indépendance n'est reconnue par aucun membre de l'ONU. L'Azerbaïdjan a depuis tenté plusieurs fois de reprendre le contrôle de la région (notamment en 1993 et en 2016) par des attaques violentes, soutenu dans cet objectif par la Turquie. La république du Haut-Karabakh peut quant à elle compter sur le soutien de l'Arménie et des populations kurdes de la région. L'Arménie fait tout son possible pour faire en sorte que les Etats du monde arrêtent la vente d'armes à l'Azerbaïdjan, mais les réactions de ces pays sont plutôt rares. Cependant cet accord de cessez-le-feu, qui s'est fait sous l'égide de la Russie, semble favoriser les positions turques et azerbaïdjanaises... En effet, il permet à la Turquie de renforcer son influence dans la région et d'améliorer encore plus ses relations avec l'Azerbaïdjan. L'Arménie se retrouve donc dans une position de faiblesse dans la région où elle se retrouve presque sans défense face à ses deux adversaires qui la tiennent en étau et lui sont historiquement hostiles.

Dans trois tribunes consacrées à la question du Haut-Karabakh publiées dans le journal *Le Monde* le 27 octobre 2020, plusieurs personnalités prennent la défense de la cause arménienne, et appellent les pays européens et notamment la France à agir pour soutenir l'Arménie face aux intérêts nationalistes de Bakou et permettre aux populations du Haut-Karabakh une autodétermination. Ainsi le philosophe d'origine arménienne, spécialiste du génocide arménien et professeur à Sciences-Po Michel Marian ; l'historien, chercheur et professeur à Sciences Po Vincent Duclert, et un collectif de plusieurs personnalités dont la philosophe Anne Boissière ou l'écrivain Michel Surya, se sont tous levés pour demander à la France et à l'Europe d'intervenir dans le conflit.

Selon les auteurs de ces tribunes, l'Europe et plus particulièrement la France ont en effet une histoire commune avec l'Arménie et son peuple. Vincent Duclert rappelle que les Français ont auparavant toujours dénoncé les attaques contre le peuple arménien que ce soit les massacres d'Anatolie de 1894/1895/1896 ou le génocide arménien de 1915. La France a toujours accueilli les réfugiés de ce peuple qui se sont vite intégrés à la société française et sont même devenus des héros nationaux comme les époux Manouchian, qui se sont illustrés dans la Résistance après avoir fui le génocide ; ou des exemples d'intégration comme la famille Aznavour (qui a par ailleurs également effectué des actions dans la Résistance), Charles Aznavour étant même devenu l'une des figures les plus connues de la chanson française. Cependant Vincent Duclert dénonce aussi l'attitude de la France après la Première Guerre mondiale, car à partir de 1918, elle ne semble plus guère s'intéresser au sort des Arméniens qu'elle abandonne malgré les protestations de certaines personnalités de l'époque. Mais le gouvernement français se montrera par la suite toujours prêt à défendre les intérêts arméniens que ce soit en 2001 avec la reconnaissance du génocide arménien malgré les protestations de la Turquie et en 2015 où le président français de l'époque, François Hollande, est l'un des rares à se rendre en Arménie pour la commémoration du centenaire du génocide arménien. Le président Macron soutient aussi la cause arménienne dans ce conflit contre les envies de conquête de l'Azerbaïdjan. Toutes ces prises de position sont pour Vincent Duclert un signe évident que la France a la légitimité nécessaire pour s'impliquer encore plus dans le conflit et venir plus activement en aide aux populations arméniennes.

L'envie d'intervenir de ces personnalités se traduit aussi par le souvenir profond et douloureux qu'a laissé le génocide arménien et la peur que le conflit actuel ne soit en réalité qu'une nouvelle envie génocidaire de la Turquie et de ses alliés, la seule différence avec 1915 étant que les Arméniens ont désormais les armes pour se défendre. La Turquie ne cache en effet pas son hostilité au peuple arménien qu'elle considère comme un obstacle, qui l'éloigne de son allié, l'Azerbaïdjan. L'Arménie est enclavée entre ses deux ennemis, qui sont supérieurs en nombre et bien mieux armés dans le cas de la Turquie. Le président de l'Azerbaïdjan Ilham Aliiev, par ailleurs contesté et vu comme un dictateur par plusieurs pays, traite les Arméniens comme des inférieurs et les appelle « chiens » nous apprend Michel Marian, qui dénonce aussi les attaques du gouvernement turc à l'encontre de la population arménienne qu'il dénonce comme le « plus grand obstacle à la paix dans le Caucase ». Ces attaques verbales et militaires (chaque conflit a été déclenché par une attaque des Azéris contre le Haut-Karabakh), ont de quoi effrayer les Arméniens et leur faire craindre de nouveaux conflits qui prendraient cette fois place au sein même du territoire de la république d'Arménie.

Le gouvernement arménien est loué comme un exemple de démocratie dans ces tribunes. Vincent Duclert pense que c'est une autre raison valide d'intervenir en faveur de l'Arménie, la démocratie n'étant pas vraiment un régime très présent dans les pays du Caucase. L'Arménie est ainsi en quelque sorte la représentante des régimes européens dans cette région, et donc un exemple à suivre pour les pays qui lui sont voisins. En revanche, Vincent Duclert et Michel Marian dénoncent les régimes turc et azéri comme autoritaires voire dictatoriaux. Michel Marian rappelle ainsi que le président actuel d'Azerbaïdjan a

succédé à son père à la tête du pays à la mort de ce dernier. Aliev est contesté par l'OSCE qui dénonce fraude et corruption dans les élections qui ont suivi et lui ont permis de prolonger son mandat de manière autoritaire. Marian le met en opposition directe avec Nikol Pachinian, le premier ministre d'Arménie qui a été élu démocratiquement à la suite d'un mouvement populaire. Marian attaque aussi les alliés d'Aliev, les Turcs, qui selon ses dires enverraient des djihadistes en renfort des troupes azéries pour commettre des violences sur les populations du Haut-Karabakh. Il est en tout cas certifié qu'Erdogan n'hésite pas à envoyer des mercenaires syriens sur le terrain. Aux yeux de Michel Marian, il est ainsi nécessaire de combattre maintenant un ennemi qui ne recule devant aucune action immorale pour parvenir à ses fins.

Les auteurs de ses tribunes sont ainsi tous d'accord pour intervenir au Haut-Karabakh et plus généralement dans le conflit qui oppose les peuples arménien et turc. Ils avancent pour cela des raisons légitimes :

- La défense de la démocratie par opposition à l'autoritarisme et au nationalisme turc et azerbaïdjanais ;
- L'opposition à l'impérialisme d'Erdogan, que la France a déjà dénoncé sans pour autant tenter de l'empêcher ;
- La défense du peuple arménien, menacé et enclavé entre ses ennemis ;
- Venir en aide à un peuple ami, que nous avons déjà soutenu plusieurs fois par le passé et qui nous a apporté beaucoup au travers de l'immigration.

Dans ces trois tribunes, nous prenons donc connaissance de faits historiques et de réalités qui nous amèneraient à prendre part au combat face aux volontés impérialistes d'Erdogan et de ses alliés, au côté des Arméniens et pour que la démocratie soit respectée dans la région. Cependant, si nous pouvons être d'accord pour intervenir dans la région, il faut tout de même se demander de quelle manière intervenir. En effet, les tensions actuelles entre la France et la Turquie risqueraient de se transformer en un conflit plus violent si jamais nous nous opposions une fois de plus aux intérêts d'Erdogan. Seul l'arrêt de vente d'armes aux ennemis de l'Arménie serait envisageable pour la France et nous permettrait de ne pas craindre de réaction trop violente de la part de la Turquie. Mais cela n'est évidemment pas suffisant. Si nous voulons que la région soit pacifiée, il faut envoyer un soutien plus matériel aux Arméniens, des armes, voire des troupes, afin de défendre la démocratie arménienne. Les relations franco-turques s'en retrouveraient évidemment très affectées, c'est ce qui pourrait expliquer la réticence de la France à venir en aide à l'Arménie dans ce conflit et pourquoi le président Macron n'annonce aucune action concrète pour aider ce peuple ami.

**Alban MIQUEL (Terminale 2), le 12 novembre 2020**